

Pourquoi la politique est sans amour (sur un air connu)

Gilles Gagné

Numéro 782, janvier–février 2016

L'amour du monde - socle de toute résistance

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/80015ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gagné, G. (2016). Pourquoi la politique est sans amour (sur un air connu). *Relations*, (782), 28–28.

POURQUOI LA POLITIQUE EST SANS AMOUR (SUR UN AIR CONNU)

Gilles Gagné

L'auteur est sociologue

Dans le monde moderne (et dans ce que nous en avons hérité), la dimension politique de la vie collective est centrée sur la capacité d'agir en commun en dépit des conflits et des désaccords. C'est pourquoi on identifie dans le langage courant *le* politique comme étant l'aptitude pratique à « faire société » (au sens de fabriquer), une aptitude que l'on distingue de *la* politique, qui est la manifestation courante des conflits et leur exposition publique.

Or, si la vie commune et l'action commune sont possibles en dépit des conflits qu'elles engendrent, c'est qu'il est possible de s'entendre sur des règles abstraites qui portent en elles une « idée » de la justice (que chacun peut faire sienne) et aussi sur la manière d'appliquer cette idée aux rapports sociaux. Mais cela exige que l'on continue d'adhérer à ces règles même quand on découvre que l'application de la justice n'est pas égale pour tous. À son tour, cette marge de tolérance exige que soit préservée la possibilité de se battre pour changer les règles quand elles produisent systématiquement de nouvelles injustices (ce qui est pratiquement toujours le cas). Le politique, bref, est le lieu du dépassement des conflits parce que c'est précisément à partir des conflits empiriques que l'on invente des règles qui refont les « partages » des rôles et des chances, mais aussi parce que c'est au sein même de ces conflits que se forme la capacité d'imposer des règles.

Le politique est donc le lieu de la domination. Cela veut dire d'abord que les rapports sociaux concrets sont globalement assujettis aux règles qui en prescrivent les formes, ce que des modernes ont appelé « *rule of law* » – la primauté du droit – pour distinguer cette domination de la domination personnelle. Cela veut dire ensuite que le pouvoir de produire ce « droit » et d'énoncer des « lois » constitue l'enjeu supérieur des conflits sociaux, conflits où ce sont des groupes qui s'affrontent plutôt que des personnes. La loi (qui dit : « tu dois faire ou ne pas faire ceci ou cela... sinon tu subiras telle ou telle sanction ») a comme condition la monopolisation de la violence (par un groupe) et comme but la suspension conditionnelle de son usage, deux choses fort instables qui dépendent elles-mêmes de la tolérance populaire quant à la réalisation imparfaite, par la loi, de l'idée de justice dont elle se réclame. On a vu poindre cette instabilité et ce vertige, qui est le moment politique par excellence, quand, en 2012, les étudiants du Québec ont appelé à désobéir à la loi spéciale limitant le droit de manifestation et qu'ils ont été assez largement enten-

du. Le pouvoir devait alors soit passer sans arrière-pensée à la violence réelle et réprimer toute désobéissance, soit passer à un niveau supérieur de suspension de la violence en se plaçant lui-même dans l'obéissance aux règles constitutionnelles de la démocratie électorale, qui allait invalider cette loi spéciale.

Dans sa dimension essentiellement politique, on le voit, l'aptitude à faire société est quelque chose de dangereux et de fragile. Avec la sécularisation de la société, il s'est avéré progressivement qu'aucune des idées que l'on peut imaginer, aucune des règles dont on peut convenir, aucun des accords auxquels on peut arriver n'a de valeur absolue; l'existence des sociétés, de ce fait, a pris au XX^e siècle le caractère d'un bricolage historique, d'un aménagement contingent d'humanités particulières ramassées le long de la route des conflits dépassés mais toujours renouvelés. Plus important encore : le politique a montré qu'il n'y avait en lui ni destination irréversible, ni garantie originelle. Il peut préserver et accroître les humanités particulières qui se sont sédimentées de manière contingente, mais il peut aussi les perdre.

Le politique n'est pas le lieu de l'amour pour la bonne raison que l'injustice est toujours l'expression d'un mépris qui sera combattu. Le politique n'est pas non plus le lieu de la vérité, parce qu'il n'y a plus d'idée absolue, divine ou définitive de la justice. Il est simplement le lieu où l'on refait constamment, à mesure qu'on le transforme, le partage du monde commun. Et c'est justement parce que les êtres humains aiment ce monde *commun* et qu'ils redoutent de le perdre qu'ils finissent par agir *en commun* en dépit de leurs désaccords.

On me dira cependant que cette aptitude « à faire société » repose sur des présupposés réels qui ne dépendent pas d'elle et qui la précèdent. Toute société, en effet, et donc toute aptitude à faire société, semble reposer sur un moment communautaire antérieur où le temps aurait empilé – comme si c'étaient là des réalités substantielles – des paysages, des saveurs, des habitudes, des symboles, des récits et des imaginations partagés, bref une culture dont les éléments fonctionnent ensuite en chacun comme autant de lieux d'une participation charnelle au collectif. Ce moment communautaire de la pratique sociale, qui est toujours plus ou moins fantasmé, est la métaphore civique de la natalité politique puisqu'il évoque la natalité tout court, ce moment de l'accueil inconditionnel des « nouveaux » par le désir de ceux qui les font venir au monde. Pour que l'aptitude à faire société puisse toujours surmonter les nouveaux conflits qui l'alimentent, il faut que soit ainsi renouvelé, dans le mouvement même du politique, le mythe d'une appartenance primordiale, inconditionnelle et inaliénable, à la chose commune. Nous avons une illustration très forte de ce développement simultané de l'unité positive et de sa négation conflictuelle avec le cas des sociétés qui sont allées jusqu'à la guerre civile et qui, pourtant, célèbrent bruyamment leur histoire, comme si elle était en entier la simple expression de leur unité fondatrice. Le politique en lui-même est sans amour, mais il en invente le souvenir.